

Extrême droite

6

International

10

Féminisme

12

Formation

14

L'internationale
des nationalistes

L'impérialisme
de notre temps

Féminisme
anti-impérialiste
et anti-impérialisme
féministe

Toutes les critiques
du capitalisme
ne se valent pas

Édito

UN AUTRE MONDE... OU LA BARBARIE

« *Un autre monde est possible !* » Si ce slogan phare du grand mouvement altermondialiste du début du siècle (lire l'entretien avec Annick Coupé dans ce numéro) n'a pas perdu sa pertinence, il résonne bien différemment aujourd'hui.

En Suisse, la mobilisation à l'occasion du sommet du G7 à Évian donne le prétexte à une rétrospection.

Du côté des gouvernements et de la presse mainstream, celle-ci sert à décrédibiliser encore les mobilisations historiques contre le G8 de 2003, qui s'inséraient

dans le cadre de la contestation altermondialiste qui se développait à l'échelle internationale.

Du nôtre, ce rappel est une occasion de penser les bouleversements qu'ont connus depuis, à la fois le monde sous le capitalisme et les mouvements progressistes et de résistance à l'échelle mondiale.

Depuis 20 ans, la destruction néolibérale s'est renforcée. La crise de 2008 a été suivie d'une nouvelle stratégie du choc pour faire exploser les inégalités entre pays et à l'intérieur de ceux-ci.

Sur le plan climatique, les catastrophes s'enchaînent et les belles promesses de l'Accord de Paris de 2015 de maintenir la hausse des températures « *bien au-dessous de 2°C* » semblent désormais inatteignables, dès lors que la préoccupation des dirigeant-es attendu-es à Évian est de rouvrir les vannes de pétrole.

Pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Ugo Palheta, interviewé dans ce numéro, jamais la « *possibilité du fascisme* » n'a été si tangible depuis son itération historique. L'explosion des budgets militaires et des

Histoire

3

CONTRE LE, G8 LE CONTRE-SOMMET DE L'ESPOIR

investissements dans l'intelligence artificielle hallucine un bien sinistre « autre monde »...

Mais face à ce sombre bilan, nous pouvons opposer quelques perspectives plus réjouissantes. On pense notamment au renouvellement des mobilisations féministes qui traversent la planète depuis une petite décennie.

Les grandes marches pour le climat de 2018-2019, qui sont encore dans toutes les mémoires, ont politisé une partie de la génération des millenials.

Le génocide à Gaza et le laisser-faire, voire la complicité, des gouvernements occidentaux ont fait descendre une nouvelle génération dans la rue, la reliant à une lutte anti-impérialiste historique et bravant une opposition d'autant plus brutale qu'elle n'a aucun argument sensé pour défendre ses crimes contre l'humanité.

Plus récemment, l'arrogance et la toute-puissance de Donald Trump dans sa politique raciste et anti-migratoire ont été mises en échec par les mobilisations citoyennes massives du mouvement *No Kings*.

Face au monde impossible que façonnent les puissantes, une nouvelle génération militante se lève, descend dans la rue et participe à la construction de mouvements – dont solidaritéS.

Si ce foisonnement est rafraîchissant, il n'est pas dénué d'écueils, tant, d'une part, les choix politiques disponibles et relayés sur les réseaux sont vastes et d'autre part, la méfiance envers les partis politiques constitués reste grande – et en grande partie justifiée.

Pour ne prendre qu'un exemple, le fantôme du « campisme » (en gros, le fait d'interpréter les tensions géopolitiques comme découlant du seul impérialisme étasunien), que nous pensions confiné dans les poubelles de l'histoire, revient hanter nos réunions et entraver les fronts larges que nous cherchons à construire.

Face à ces écueils, il nous semble nécessaire, encore et toujours, de poursuivre notre « analyse concrète d'une situation concrète », pour pouvoir dégager les ouvertures propices à l'émancipation.

C'est l'objectif de ce numéro spécial. Bonne lecture et bonne manif!

La rédaction

NO G7

PROGRAMME

VE 12 JUIN

18h30 Salle communale du Faubourg
OUVERTURE DU CONTRE-SOMMET
CONSTRUIRE LA RÉSISTANCE CONTRE L'IMPÉRIALISME: OUTILS ET LUTTES EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

SA 13 JUIN
CONFÉRENCES-DÉBATS

9h Cercle du Mail
COMBATTRE PALANTIR ET LE CAPITALISME DE SURVEILLANCE

9h Maison des associations
MONDE DU TRAVAIL ET TRANSFORMATION ÉCOSOCIALE

11h Cercle du Mail
GUERRE ET EXTRACTIVISME

11h Salle communale du Faubourg
LUTTES ANTIRACISTES: QUELLES ÉCRITURES CONTRE LES COLONIALISMES?

11h Cinéma Spoutnik
LUTTES ÉTUDIANTES

11h Maison des associations
MATERNITÉS POLITIQUES: ENJEUX ET EXPÉRIENCES MILITANTES

11h Le Pneu
DESTRUCTION ÉCOLOGIQUE ET GRANDS PROJETS INUTILES

14h Cercle du Mail
AU-DELÀ DU G7: CONSTRUIRE LE MULTILATÉRALISME DES PEUPLES

14h Salle communale du Faubourg
GRÈVE FÉMINISTE: QUELLE RADICALITÉ POUR NOS LUTTES?

14h Cinéma Spoutnik
IMPÉRIALISME ET FASCISME FOSSILE

14h Pneu
LE PIÈGE MILITARISTE: DIVISION DES PEUPLES, RÉGIME DE FRONTIÈRES ET CONTRE-INSURRECTION AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME

16h Cercle du Mail
L'IMPÉRIALISME SUISSE

16h Salle communale du Faubourg
TERREUR MASCULINISTE, QUELLE RIPOSTE?

16h Cinéma Spoutnik
IMPÉRIALISME CAPITALISTE ET DOMINATION DES PEUPLES

16h Le Pneu
CRIMINALISATION DE L'ANTIFASCISME: DISSOLUTION DE LA GALE, COMPLEXE DE BUDAPEST & L'AFFAIRE QUENTIN DERANQUE

18h Salle communale du Faubourg
NOS CORPS, LEURS BATAILLES: LA TRANSPHOBIE ET LA LGBTIPHOBIE COMME ARMES POLITIQUES DANS LES PAYS DU G7 ET LA SUISSE

18h Cinéma Spoutnik
FAIRE DE L'INFO POLITIQUE SUR LES RÉSEAUX: UNE IDÉE DE MERDE?

DI 14 JUIN

14h Perle du Lac
GRANDE MANIFESTATION!

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidaritéS!
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!
→ Sur notre site: solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum
Éditeur
Journal Solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 n° par an

Comité éditorial
Nadia Badouci
Clément Bindschneider
Antoine Dubluis
Aude Wertenot
Guillaume Matthey
Noémie Rentsch

José Sanchez
Leon Violet
Relecture
Luna Allouix
Pierre Conscience
Nathalie Delbrouck
Anouk Essyad
Louise Gohczy
Dominique Matthey
Pierre Raboud

Zélie Stauffer
Françoise Wos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Niels Wehrspann
en collaboration avec
Andis Liechti (stogdire)

Abonnements
Annuel
Étudiant·es, chômeur·euses, AVS/Al...
3 mois à l'essai
Pour payer: CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:
→ abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 79 473 83 81
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 402 28 74
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud



Enrico Gastaldello

La grande manifestation contre le sommet du G8 d'Évian, Genève, 1^{er} juin 2003

National Histoire En mouvement International

CONTRE LE G8, LE CONTRE-SOMMET DE L'ESPOIR

En juin 2003 une coalition de mouvements sociaux et partis politiques organisait un contre-sommet et une mobilisation historique sur les bords du lac Léman en opposition au sommet des dirigeants des pays les plus riches de la planète qui se réunissaient à Évian-les-Bains : le G8. Le succès de cette mobilisation a été le fruit d'une longue activité de mobilisation du mouvement altermondialiste.

Quand la ville d'Évian est désignée par la France pour accueillir le sommet du G8, dès l'automne 2002, une coordination se met en place à Paris. À Genève, la contestation sera organisée par le Forum Social Lémanique (FSL), coalition créée dans la foulée des Forums Sociaux Mondiaux. Le FSL était constitué des syndicats SSP, Uniterre, SUD et UNIA, des partis solidariS, les Vert-es, le POP et d'ONG comme le CETIM, entre autres.

Le Collectif de Haute Savoie de Résistance au G8 (CHARG8) se crée en France voisine. Plus tard, un Comité non G8 sera monté à Lausanne.

La mobilisation se décline en trois axes : le Sommet pour un autre monde, les villages alternatifs et une grande manifestation. Le Sommet pour un autre monde se tient du 29 au 31 mai. Pendant trois jours, plus de 90 conférences et ateliers ont eu lieu, d'Annemasse à Paris, de Genève à Lausanne. La plupart de ces activités ont fait salle comble. La décentralisation a permis à chaque organisation de prendre en charge les ateliers qu'elle proposait. Le partage et la mutualisation des expériences et des luttes étaient très importants.

Les Villages : les pieds dans la terre, la tête dans les étoiles

Côté France, derrière l'aérodrome d'Annemasse, seront installés les villages alternatifs : Le VIG (Village intergalactique), le VAAAG (Village alternatif anticapitaliste et anti-guerre), porté par des réseaux libertaires et anarchistes et le village féministe non-mixte, le « point G ». Chaque Village était composé d'une myriade de collectifs affinitaires, mais tissaient des liens avec la population. Le VIG a par exemple été investi par plus de 5000 participant-es sur les cinq jours, venu-es notamment d'Allemagne et d'Italie.

Le village féministe Point G a soulevé deux questions importantes : Quelle place accorder à la thématique « femmes et mondialisation » et comment combattre les pratiques antisexistes de certains militants.

De côté Suisse, le site de la Bourdonnette, le « Oulala village » sur les plages du lac à Lausanne et le centre sportif du Bout-du-Monde à Genève deviennent de vastes campings où l'on expérimente l'autogestion et l'auto-organisation « éco-responsable ». En somme, mettre en œuvre « *ici et maintenant* » des pratiques en rupture avec les rapports marchands et oppressifs.

Les blocages

L'une des tâches des Villages est la préparation des actions de blocage des « grands de ce monde ». Plusieurs barrages sont prévus, à Annemasse, Genève et Lausanne. Chacun est négocié entre une Coordination interfrontières et la police.

À Genève, le pont des Bergues, et le pont du Mont Blanc seront bloqués dès l'aube du dimanche 1^{er} juin. Un peu plus tard le « black block » érige des barricades sur le pont de la Coulouvrenière. Si, au bout du lac, ces blocages se déroulent relativement calmement, du côté de Lausanne, ces actions donnent lieu à des affrontements avec la police. Mais les manifestant-es réussissent tout de même, en différents points, à bloquer le passage des délégations officielles du G8. Sur le barrage à la hauteur d'Aubonne sur l'autoroute Genève-Lausanne, un manifestant survivra miraculeusement à l'action inconsidérée de la police.

Une manifestation historique

La grande manifestation unitaire « contre le G8 illégal » se met en marche le dimanche dès 10 h des deux côtés de la frontière. 50 000 manifestant-es côté genevois et 70 000 côté français vont converger vers la douane. C'était la manifestation la plus massive de l'histoire de la région. Une réussite malgré le climat de peur alimenté par les médias et quelques actions de vandalisme dans la ville. Une étape de plus dans la construction du mouvement altermondialiste, cadre de la contestation internationale en marche.

De 2003, les médias ont seulement retenu la casse de quelques vitrines et monté en épingle des actions qui ont eu lieu en dehors des grandes mobilisations. Pour nous, militante-s, cette mobilisation a été une expérience massive, féministe et écologiste, riche en événements et réflexions, imaginative dans les formes de résistance et d'organisation. Nous étions à l'offensive !

Toute une génération politique est née dans ces mobilisations. Des réseaux affinitaires se sont constitués, des luttes transversales se sont coordonnées, les expériences de résistance, de luttes et d'organisation ont nourri les luttes postérieures.

Nous devons récupérer la mémoire collective de notre action. C'est un pas dans le chemin de la résistance.

Juan Tortosa

QUE RESTE-T-IL DE L'ALTERMONDIALISME ?

Au tournant des années 2000, l'altermondialisme a incarné la principale contestation de la mondialisation néolibérale. Un nouveau type de mobilisations a contribué à faire émerger des alliances inédites entre syndicats, mouvements écologistes, féministes et organisations paysannes. Entretien avec Annick Coupé, syndicaliste française qui fut engagée dans le mouvement altermondialiste.

Peux-tu rappeler ce qu'est l'altermondialisme ? Comment a-t-il émergé ?

Le mouvement altermondialiste conteste l'ordre libéral instauré depuis le début des années 1980, avec Margaret Thatcher et Ronald Reagan, puis étendu progressivement à l'échelle mondiale. Des mouvements dispersés, déjà engagés contre cet ordre libéral sous différentes facettes, commencent à entrer en résonance les uns avec les autres. Cette contestation prenait des formes différentes selon les contextes, mais le mouvement pose précisément la question d'alliances nouvelles entre des acteur·rices qui, jusque-là, n'avaient pas l'habitude d'agir ensemble.

Il faut faire un léger retour en arrière pour en comprendre la portée à l'époque. En France, en novembre-décembre 1995, il y a eu un très fort mouvement social autour des retraites, de la Sécurité sociale et de la défense des services publics. Le mouvement a été particulièrement puissant chez les cheminots, mais pas uniquement : de grandes mobilisations ont touché de nombreux secteurs. Le journal *Le Monde*, alors véritable presse de référence, avait titré : « première grève contre la mondialisation libérale ».

Autour de quelles pratiques communes et de quels espaces politiques communs l'altermondialisme était-il structuré ?

Le mouvement zapatiste joue un rôle important dès le départ [mouvement social et politique né dans l'État du Chiapas, au Mexique, et qui défend l'autonomie des communautés indigènes, la démocratie participative et la critique du capitalisme, NDLR]. Le soulèvement a lieu en 1994 et, deux ans

plus tard, dès 1996, les zapatistes organisent une « rencontre intergalactique » au Chiapas, à laquelle sont invités des mouvements sociaux du monde entier. À l'époque, par exemple, mon syndicat, SUD-PTT, avait envoyé une représentante nationale à cette rencontre. Cela constitue un premier moment important de mise en relation internationale des luttes.

Ensuite viennent les mobilisations contre l'OMC à Seattle, en 1999. Cette « bataille de Seattle », comme elle a souvent été présentée dans les médias, marque l'émergence visible d'un mouvement relativement inédit. On y voit des écologistes manifester avec des syndicats ouvriers américains, ce qui était alors peu fréquent. Des représentant·es paysan·nes étaient également présent·es.

Ce qui apparaît à Seattle, ce sont des mouvements extrêmement divers, qui n'avaient pas forcément l'habitude de travailler ensemble, ni même parfois de contacts directs, et qui se retrouvent pour contester l'Organisation mondiale du commerce, mise en place quelques années auparavant. Le fait que le sommet soit partiellement bloqué donne à cette mobilisation une portée symbolique très forte.

En France, cette dynamique se traduit notamment par l'apparition d'ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) à la fin des années 1990, à partir d'un appel lancé par *Le Monde* diplomatique, qui constituait alors une référence importante de la gauche critique. Cet appel portait le titre « Désarmer la finance », ce qui s'inscrivait pleinement dans cette remise en cause de la mondialisation libérale et de la domination financière.

Pouvez-vous dire un mot sur la question des Forums sociaux mondiaux et sur les réseaux qui se mettent alors en place ?

Le premier Forum social mondial se tient à Porto Alegre en 2001, au tout début du XXI^e siècle – l'initiative est alors principalement latino-américaine. Elle est notamment portée par des réseaux d'intellectuel·les, d'économistes critiques, mais aussi des réseaux liés à l'Église et à la théologie de la libération, qui a joué un rôle important en Amérique latine.

Le Forum social mondial se construit explicitement comme une réponse au Forum économique mondial de Davos. À cette période, celui-ci s'impose déjà comme un lieu central de coordination des élites économiques et politiques mondiales. L'idée de la rencontre à Porto Alegre, c'est donc de constituer un espace international de contestation des logiques défendues à Davos.

La première édition est une réussite inattendue. Il y a plusieurs dizaines de milliers de participant·es, bien davantage que ce qui avait été anticipé. L'événement produit une résonance importante dans les mouvements sociaux : les militants et militantes qui revenaient de Porto Alegre étaient extrêmement enthousiastes. Cet enthousiasme va d'ailleurs devenir une caractéristique récurrente des Forums sociaux mondiaux. Les personnes qui y participent pour la première fois découvrent qu'elles ne sont pas isolées dans leurs luttes locales, souvent difficiles et marquées par des défaites. Elles rencontrent d'autres cultures militantes, d'autres formes de résistance, d'autres conflits sociaux. Pour beaucoup de militant·es européen·nes, cela permet aussi de

découvrir des réalités peu connues à l'époque, y compris dans les milieux militants : les luttes contre l'extractivisme en Amérique latine, les mobilisations des peuples autochtones, les conflits autour des ressources naturelles, ou encore les résistances communautaires face aux multinationales.

Dès le premier Forum social mondial, il existe une présence syndicale importante. Cela montre que le mouvement altermondialiste ne se limite pas aux ONG ou aux associations, mais cherche aussi à articuler différents types d'organisations militantes. Cette dynamique se prolonge rapidement avec la création du Forum social européen. Le premier a lieu à Florence en 2002 et connaît lui aussi un très grand succès, bien au-delà des attentes.

Ce succès est d'autant plus remarquable qu'il intervient après le 11 septembre 2001. À ce moment-là, beaucoup pensaient que la dynamique altermondialiste allait être stoppée par le nouveau contexte sécuritaire et géopolitique. Pourtant, malgré le choc du 11 septembre, la dynamique se poursuit aussi bien au niveau international qu'euro-péen. Après Florence en 2002, le Forum social européen se tient à Paris en 2003.

Quelles limites la dynamique altermondialiste a-t-elle rencontrées ?

Il y a d'abord les évolutions politiques générales : les avancées de la droite et de l'extrême droite, les contre-offensives conservatrices, le durcissement des pouvoirs politiques et économiques. D'une certaine manière, la percée du mouvement altermondialiste, par sa capacité à construire des alliances inédites et à remettre en cause l'ordre néolibéral mondial, a

suscité des réactions très fortes de la part des classes dirigeantes et des États. Ceux-ci ont eux-mêmes renforcé leurs propres alliances pour réaffirmer leur domination politique et économique.

Ensuite, il existe une difficulté plus structurelle. Les Forums sociaux ne pouvaient pas devenir une sorte de « comité central des luttes mondiales » : cela n'aurait ni été possible ni réellement souhaitable. Il s'agissait d'espaces de rencontre, de circulation d'expériences, de construction de réseaux, mais pas des structures centralisées capables de diriger l'ensemble des mouvements sociaux internationaux. Cela n'empêche pas que des alliances durables se soient construites dans certains domaines. Des réseaux internationaux se sont consolidés autour des questions de santé, d'agriculture ou d'alimentation. La Via Campesina, qui existait déjà auparavant, s'est clairement renforcée dans cette période.

Surtout, le mouvement altermondialiste a contribué à redonner de la légitimité à l'internationalisme, c'est-à-dire à l'idée qu'il faut penser les luttes au-delà du seul cadre national.

Quels ont été les effets de la crise de 2008 sur le mouvement ?

Cette crise constitue un tournant majeur. En Europe, et particulièrement avec ce qui s'est passé en Grèce, les mouvements sociaux européens ont montré leur incapacité à construire un rapport de force suffisant face aux politiques d'austérité imposées par l'Union européenne. Les plans appliqués à la Grèce ont eu des conséquences sociales extrêmement lourdes, et les mouvements altermondialistes européens n'ont pas réussi à empêcher cette situation. La crise de 2008 a également contribué à un recentrage des mobilisations à l'intérieur des cadres nationaux, sous l'effet des urgences sociales et économiques propres à chaque pays. L'affaiblissement du mouvement tient donc davantage aux contre-offensives politiques et aux transformations du contexte international qu'au slogan lui-même.

Cela ne signifie pas pour autant que les enjeux internationaux aient disparu. Au contraire, la question de l'internationalisme réapparaît aujourd'hui fortement dans de nombreux mouvements. Les Forums sociaux existent toujours, même sous des formes différentes : il y a eu récemment des rencontres au Brésil, un Forum social en Asie l'an dernier, et un autre est prévu en Afrique. La dynamique altermondialiste n'a

Manifestation d'ouverture du Forum social mondial 2005 à Porto Alegre



Rogério do Amaral Ribeiro

donc pas disparu. Les questions internationales et internationalistes restent très présentes dans les mouvements sociaux contemporains.

Quelle continuité peut-on voir entre les mobilisations contemporaines et l'altermondialisme ? Peut-on parler d'un véritable prolongement, ou bien les mouvements actuels relèvent-ils d'une autre séquence politique ?

Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une autre séquence politique. En revanche, la continuité n'est pas simple ni directe.

Les nouvelles générations engagées dans les luttes aujourd'hui ne se pensent pas forcément comme les héritières explicites du mouvement altermondialiste. Mais il existe malgré tout une continuité dans les contenus, les pratiques et les articulations qui structurent les mobilisations actuelles.

Aujourd'hui, il devient difficile de penser les questions écologiques sans les articuler aux questions sociales par exemple. De la même manière, il est devenu impossible

de penser les mouvements sociaux sans prendre en compte les enjeux féministes. Or ces articulations étaient déjà très présentes dans le mouvement altermondialiste.

La critique de la finance et de la mondialisation financière constituait également un point central du mouvement, notamment dans les mobilisations contre Davos ou les institutions économiques internationales. Ces questions restent profondément actuelles. Bref, il existe donc une continuité politique, même si elle n'est pas toujours vécue consciemment comme telle, mais une rupture organisationnelle avec l'émergence de nouveaux collectifs. Et cela n'a rien de problématique.

On le voit aussi dans la persistance des solidarités internationales. La question palestinienne, par exemple, montre que ces enjeux internationalistes restent très présents dans les mobilisations contemporaines, même si, en France, ce soutien fait l'objet de fortes formes de répression ou de délégitimation politique. Face à la

gravité de la situation en Palestine, des mobilisations importantes ont émergé dans de nombreux pays. Cela témoigne du maintien d'une culture de solidarité internationale qui faisait déjà partie intégrante de l'altermondialisme.

Le mouvement féministe occupait également une place importante dans les Forums sociaux mondiaux et européens, avec de grandes assemblées féministes. On peut aussi faire le lien avec la puissance prise par les mouvements féministes en Amérique latine au cours des dernières années.

Pour moi, l'héritage principal de l'altermondialisme réside justement dans cette capacité à penser l'articulation entre les luttes. Il ne s'agit plus de considérer séparément les questions écologiques, sociales, féministes, démocratiques ou internationales, mais de comprendre leurs liens. L'altermondialisme a contribué à faire émerger cette compréhension globale des rapports entre les différentes formes de domination et de résistance.

Propos recueillis par Antoine Dubiau

L'INTERNATIONALE DES NATIONALISTES

Bien qu'elles soient nationalistes, les extrêmes-droites entretiennent de nombreux liens entre elles à l'échelle internationale. Leur constitution en réseau n'est pas sans rapports avec leur ascension dans l'ensemble du monde occidental ces deux dernières décennies. Entretien avec Ugo Palheta, auteur de *La nouvelle internationale fasciste* (Textuel, réédité en 2025).

En raison de leur caractère nationaliste, on appréhende généralement les extrêmes-droites dans une perspective strictement nationale : qu'est-ce qu'une analyse de leur construction à l'échelle internationale permet de révéler ?

Trois aspects me semblent à souligner.

D'abord, les extrêmes droites évoluent dans un contexte qui est évidemment national, dans lequel elles cherchent à parvenir au pouvoir par la voie électorale. Mais elles trouvent aussi un certain nombre de ressources dans le contexte continental, voire mondial. Je pense à une ressource spécifique évidente : pour des forces qui, en général, n'ont jamais été au pouvoir au niveau national, qui ont longtemps pâti du double stigmata de la dangerosité et de l'amateurisme, les expériences gouvernementales d'autres forces d'extrême droite peuvent accroître leur crédibilité.

Pour Marine Le Pen par exemple, qui n'est pas à proprement parler l'alliée de Meloni dans l'espace des extrêmes droites européennes, l'expérience italienne permet malgré tout de dire : regardez, des forces de la « droite patriote » gouvernement de manière raisonnable. Elles se sont aussi appuyés sur l'expérience de Viktor Orbán, en partie pour ces raisons-là. C'est dans cette perspective que Marine Le Pen s'affichait encore avec Vladimir Poutine il y a quelques années, pour asseoir sa « stature internationale » comme disent les médias.

Deuxième point : ce qu'une attention à la dimension inter-

nationale permet de voir, c'est comment circulent des stratégies. Évidemment, on pourrait ajouter d'autres choses parmi ce qui circule (de l'argent, des esthétiques, des formes d'humour, etc.), mais le plus important me semble être là : les stratégies idéologiques visant à s'enraciner culturellement, à progresser électoralement et à conquérir le pouvoir.

Une partie des extrêmes droites ou des droites extrémisées, en Amérique latine ou en Europe, se sont beaucoup inspirées de Trump. Mais sur le plan plus proprement idéologique, on peut penser à la circulation de la variété ethno-différentialiste du racisme [*autrement dit, un racisme qui considère les cultures comme des entités homogènes ne devant pas se mélanger, ndlr*], à partir notamment des élaborations de la « Nouvelle Droite » française dans les années 1970-1980.

On pourrait également mentionner la thématique de la « tyrannie des minorités » [*concept complotiste qui postule que les minorités raciales et sexuelles imposent leurs vues au reste de la société, ndlr*] qui vient plutôt de la droite étasunienne, mais aussi les thématiques transphobes et plus largement masculinistes et traditionalistes, qui voyagent énormément, ou encore le « grand remplacement », qui renvoie lui-même à une vieille histoire de la hantise de l'invasion démographique et migratoire, plutôt héritée de la fin du 19^e siècle, mais qui a connu des renouvellements

rhétoriques dans la période récente. Bref, on a des axes rhétoriques qui naissent dans un contexte particulier puis qui circulent sous différentes formes et modalités, en s'adaptant aux contextes nationaux.

Troisième point : penser l'extrême droite au niveau mondial permet de pointer une contradiction spécifique. On connaît les contradictions en termes de classe : par exemple se prétendre le parti des « petits » ou du peuple, mais gouverner en faveur des secteurs dominants du capital une fois au pouvoir. La contradiction internationale peut s'exprimer ainsi : voilà des forces qui se prétendent nationalistes, mais qui, lorsqu'elles parviennent au pouvoir, se soumettent bien souvent assez docilement à la domination du partenaire hégémonique du bloc dans lequel elles se retrouvent. Elles disent défendre leur nation, mais soutiennent le pays qui les domine économiquement et politiquement.

C'était déjà le cas dans l'entre-deux-guerres vis-à-vis de l'Allemagne nazie, y compris pour des courants germanophobes comme l'Action française, qui ont accueilli l'occupation allemande et la collaboration comme une « divine surprise », pour reprendre la formule de Maurras. Mais c'est aussi, d'une certaine manière, le cas des extrêmes droites européennes aujourd'hui vis-à-vis du trumpisme. Cela permet de souligner une contradiction qu'il ne faut pas négliger dans la manière d'attaquer les extrêmes droites

aujourd'hui, en veillant à ne pas tomber en retour dans une forme de « social-chauvinisme » pour reprendre une vieille formule de Lénine [*expression qui désigne la subordination du mouvement ouvrier aux intérêts nationaux de sa propre bourgeoisie, ndlr*].

Quand on parle aujourd'hui d'« internationale fasciste », on insiste beaucoup sur les sommets, les réunions entre dirigeants d'extrême droite, les alliances entre partis, etc. C'est évidemment important, mais est-ce qu'en parallèle d'une coordination « par en haut », il existe aussi toute une série d'autres circulations plus diffuses ?

Le premier âge du fascisme était un âge militaire, marqué par le contexte ouvert par la Première Guerre mondiale. Il reposait sur une structure très hiérarchique : le parti militarisé de masse, centralisé et hiérarchisé. Le fascisme historique s'est donc construit largement autour de cette dimension verticale.

Le néofascisme garde évidemment une dimension verticale, avec des leaders reconnus mais bien souvent avec des appareils partisans beaucoup plus faibles et une dimension plus horizontale, plus réticulaire, plus « par en bas », qui se trouve donc dans un rapport plus immédiat avec le chef. Les rencontres internationales entre dirigeants ne sont pas négligeables, mais on observe aussi des circulations idéologiques par d'autres canaux, ainsi des réseaux militants qui se développent par en bas.

Victor Orbán, ex-premier Ministre hongrois, Geert Wilders, leader d'extrême droite néerlandais, Marine Le Pen et le vice-président du Conseil des ministres italien Matteo Salvini lors de la conférence Make Europe Great Again, Madrid, 8 février 2025.



Tout cela est notamment lié à la dimension digitale, qui a changé les modalités de circulation des idées et stratégies entre les extrêmes droites. Les transformations des infrastructures numériques, sans qu'elles effacent la dimension verticale des organisations et du pouvoir de leurs dirigeants, permettent effectivement de nouvelles modalités au moins aussi importantes que les formes plus classiques de la politique et qui ne s'y opposent pas : Trump par exemple est devenu maître dans l'usage des réseaux sociaux afin de stimuler en permanence sa base sociale.

Quel est le centre de gravité de l'internationale d'extrême droite ? Comment est-ce qu'on peut en identifier un ou plusieurs ?

Le centre de gravité d'une partie des extrêmes droites européennes a été pendant un certain temps la Russie de Poutine, fournissant une forme de crédibilité internationale, mais aussi parfois des aides financières. Cela a été le cas notamment du Front national lorsqu'il était en grande difficulté financière et avait besoin de prêts bancaires. De leur côté, les extrêmes droites latino-américaines sont de longue date sous l'hégémonie de l'État étasunien.

La Russie représentait aussi un attrait idéologique, Poutine incarnant une figure viriliste, nationaliste, autoritaire et traditionaliste. On sait, par exemple, comment quelqu'un comme Alain Soral – qui a joué un rôle important dans l'extrême droite française sur le

plan idéologique, notamment en permettant d'élargir sa base traditionnelle – s'est appuyé sur cette figure pour construire une perspective politique.

Évidemment, tout cela a été remis en cause par l'invasion de l'Ukraine en 2022. Pas tant parce que les extrêmes droites auraient un désaccord fondamental avec cette invasion, mais parce qu'elle contredisait leur stratégie d'accès au pouvoir. Le RN a très vite compris qu'il fallait jeter à la poubelle tous ses tracts de campagne où figurait une photographie de Marine Le Pen avec Vladimir Poutine, sous peine d'apparaître comme une force supplétive du pouvoir russe dans un contexte initial d'opposition très large à l'invasion de l'Ukraine.

En réalité, toutes les extrêmes droites ont pris leurs distances, y compris Viktor Orbán, pourtant allié très proche de Poutine, qui n'a pas manifesté un enthousiasme débordant vis-à-vis de cette invasion parce que sa propre population reste historiquement sensible aux ambitions hégémoniques de la Russie vis-à-vis de l'Europe orientale.

Le centre de gravité s'est donc déplacé, d'autant plus que Donald Trump a fourni une forme de modèle de rechange, ainsi que des ressources symboliques – et potentiellement financières. Plus largement, le trumpisme a servi de point de ralliement.

On a vu Steve Bannon – ancien conseiller stratégique de Trump et figure de l'extrême droite

trumpiste – participer en 2018 à plusieurs congrès des extrêmes droites européennes, notamment ceux du RN, mais aussi de l'AfD ou des extrêmes droites italiennes et belges. Il circulait avec cette perspective d'unification autour d'un modèle trumpiste. Plus récemment, Elon Musk est intervenu dans un meeting de l'AfD et soutient aujourd'hui l'extrême droite la plus radicale en Grande-Bretagne, notamment autour de Restore Britain.

On voit donc bien ce déplacement du centre de gravité de la majorité des extrêmes droites européennes, de la Russie de Poutine vers les États-Unis de Trump.

Depuis le retour de Donald Trump au pouvoir, les USA sont revenus à une forme d'impérialisme très unilatérale : abandon de toute forme de coopération internationale et relance des guerres impérialistes. Est-ce que ce repositionnement géopolitique change quelque chose pour les extrêmes droites européennes ?

Elles sont prises dans la contradiction que j'évoquais plus haut, qui les a amenées à rester bien timorées, voire silencieuses, lorsque Trump a menacé de s'emparer du Groenland. On sent bien qu'ils cherchent une forme de compromis : d'un côté, ils ont besoin de marquer rhétoriquement (et mollement) une forme d'indépendance vis-à-vis de Trump ; de l'autre, leur objectif est toujours de s'insérer dans un bloc transatlantique sous hégémonie éta-

sunienne, et certainement pas de contester ni ce bloc ni cette hégémonie.

Il y a aussi des raisons stratégiques. Le RN, par exemple, cherche actuellement une alliance avec le grand patronat français, lequel ne souhaite absolument pas remettre en cause ni la construction européenne, ni les structures de la mondialisation (sous domination du capital étasunien), ni plus spécifiquement l'intégration des capitalismes européens au capitalisme états-unien. Le RN navigue donc, un peu à vue, dans cette contradiction.

C'est bien une contradiction structurelle à laquelle les extrêmes droites européennes sont confrontées, intensifiée par l'offensive trumpiste visant à restaurer pleinement la domination étasunienne (militaire et économique). Cela accroît la prise qu'un discours critique peut avoir contre l'extrême droite sur cet axe-là : celui de la soumission à l'empire étasunien.

En Italie, par exemple, il est frappant de voir que Giorgia Meloni a été manifestement affaiblie par le fait d'apparaître comme très suiviste vis-à-vis du pouvoir étasunien, notamment sur la question du génocide à Gaza. Cela l'a même obligé à prendre ses distances vis-à-vis de Trump et de Netanyahu. C'est hypocrite et ponctuel, mais elle sent bien que son alignement total sur le bloc transatlantique – qui suppose un soutien à Israël – la fragilise sur le plan national.

Propos recueillis par Antoine Dubiau

L'IMPÉRIALISME DE NOTRE TEMPS

Le concept d'impérialisme a fait son retour dans les discours militants depuis quelques années. Sa complexité théorique le rend parfois difficile à appréhender sans simplifier ses dynamiques fondamentales. Entretien avec l'économiste Benjamin Bürbaumer, spécialiste de la question.

Comment définirais-tu l'impérialisme ?

En général, la caractérisation de l'impérialisme comme stade spécifique du capitalisme que l'on trouve dans le pamphlet *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine est la plus connue. Pour nous aujourd'hui, elle représente l'inconvénient d'être trop précise, trop influencée par les particularités du capitalisme d'il y a plus de 100 ans.

C'était une force pour l'analyse politique d'alors, mais elle est difficilement transposable à la période contemporaine.

Car si les traits fondamentaux du capitalisme restent les mêmes, le mode de production a néanmoins connu une série de transformations – en particulier le développement des chaînes globales de valeur, la formation d'un marché mondial sous supervision étasunienne, l'émergence d'une fraction de la bourgeoisie pro-étasunienne en Europe de l'Ouest ou encore la fin des empires coloniaux formels – qui rendent ce texte de Lénine difficilement opérationnalisable pour l'analyse contemporaine.

C'est la raison pour laquelle une définition plus abstraite, plus générale de l'impérialisme me semble préférable. On la trouve dans *L'accumulation du capital* de Rosa Luxemburg, un autre texte classique sur le sujet. Luxemburg

y définit l'impérialisme comme « *l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux* ». Elle expose ainsi la dynamique fondamentale de l'impérialisme : dans n'importe quel pays, le fonctionnement courant du capitalisme engendre régulièrement des tensions. Si, au lieu de dépasser ces contradictions à l'intérieur des frontières nationales, le gouvernement du pays en question les projette sur la scène mondiale à travers des actions coercitives, nous sommes en présence d'une dynamique impérialiste.

La mise au jour de cet engrenage allant de l'accumulation du capital au conflit international est la contribution cruciale des théoriciens classiques de l'impérialisme. Elle n'est pas propre à Luxemburg ; Lénine, Hilferding ou Boukharine ont appliqué le même raisonnement mais Luxemburg a réussi à synthétiser la démarche en une définition concise et suffisamment abstraite pour rester pleinement pertinente encore aujourd'hui.

La compréhension de cet engrenage déclenché par l'accumulation du capital est cruciale car elle donne une boussole claire à l'analyse. En cas de conflit international, il convient tout d'abord d'interroger les tensions se manifestant dans le capitalisme du

pays agresseur. En prenant en compte les rapports sociaux dans la genèse des tensions internationales, la théorie de l'impérialisme se distingue des approches mainstream et stato-centrées des relations internationales. Ces dernières réduisent les mouvements sociaux à l'impuissance face aux guerres qui seraient l'affaire exclusive des États. Par contraste, la théorie de l'impérialisme prend pour point de départ les contradictions du capitalisme du pays agresseur et souligne ainsi que toute action coercitive y est précédée d'un rapport de forces particulier. Et ce rapport est modifiable. Cette observation montre que la guerre n'est pas qu'une affaire de gigantesques machines de guerres et d'états-majors. Le mouvement ouvrier et la société civile plus largement disposent d'une prise sur le phénomène.

Quelles sont les caractéristiques de l'impérialisme aujourd'hui ?

Il me semble que l'approche super-impérialiste [voir sa définition dans la version en ligne de cet article, ndlr] retrace finement la particularité des États-Unis dans la configuration mondiale depuis 1945 et encore plus particulièrement depuis les années 1970. Elle met également en évidence que la formation de la mondialisation est un processus sous supervision éta-

Manifestation contre la venue de Donald Trump au World Economic Forum, Lausanne, 23 janvier 2018.



Gustave Deghliage



ropéens sont résolument du côté des États-Unis dans leur rivalité avec la Chine.

En revanche, en Chine une telle bourgeoisie intérieure pro-étasunienne n'a jamais pu émerger car depuis le retour plein et entier au capitalisme, opéré sous l'égide de la fraction libérale du Parti communiste chinois (PCC) à la fin des années 1970, les capitaux étrangers sont soumis à un contrôle strict et les liens entre les capitalistes chinois et le PCC restent étroits. Ainsi, un rival des États-Unis s'est formé à l'intérieur de la mondialisation. C'est l'illustration par excellence de la nature inégale et combinée du développement capitaliste et ce fait crédibilise l'approche inter-impérialiste. En effet, comme tout pays capitaliste, la Chine fait face à des contradictions. À la différence de la plupart des pays, la Chine dispose des moyens pour tenter d'externaliser ces contradictions par l'exportation massive de marchandises et de capitaux, ce qui la pose sur les rails de la confrontation avec les États-Unis. Dans la rivalité inter-impérialiste entre la Chine et les États-Unis on trouve donc la dynamique déjà identifiée par Luxemburg.

J'ajouterais néanmoins, que l'antagonisme entre Washington et Pékin ne porte pas seulement sur les flux, de capitaux et de mar-

chandises, mais plus largement sur les infrastructures physiques, numériques, monétaires, techniques et militaires du marché mondial.

C'est dans tous ces domaines qu'on peut observer leur antagonisme et mesurer sa profondeur particulière. Ainsi on voit que l'enjeu central de leur antagonisme est simple : le contrôle du capitalisme global. À l'heure actuelle les États-Unis le supervisent, mais la Chine vise à le remplacer par un capitalisme sino-centré. Enfin, je précise que la rivalité Chine/États-Unis est hautement asymétrique. Le seul domaine dans lequel la Chine talonne sérieusement les États-Unis est celui du numérique. Dans les autres infrastructures les États-Unis restent très loin devant.

Que sont les sous-impérialismes ou les impérialismes régionaux ?

Je préciserais tout d'abord que l'idée kautskyenne selon laquelle il existerait un pacte entre Poutine et Trump ou une complicité mafieuse Trump-Xi-Poutine pour mieux exploiter les travailleur·ses et la nature à l'échelle du monde fait l'impasse sur le fonctionnement réel du capitalisme global. Cette lecture ultra-impérialiste revient régulièrement dans le débat, au moment des rencontres entre ces chefs d'État. Elle s'appuie sur un examen des annonces faites à l'issue de ces sommets. En accor-

dant une importance cruciale aux déclarations des décideurs, au lieu de lire leurs positions à travers les contradictions de leurs formations sociales respectives, ces analyses accordent la priorité à la forme plutôt qu'au fond. C'est tenter de comprendre les relations internationales à travers la façade de l'auto-représentation momentanée des dirigeants des grandes puissances.

C'est une impasse. Car cette lecture ignore que, fondamentalement, l'accumulation du capital les conduit à la confrontation. Et, même sans connaître précisément les dynamiques d'économie politique à l'œuvre, chacun peut constater que la Chine fournit des renseignements à l'Iran lui permettant de cibler les appareils militaires des États-Unis et de leurs alliés, les États-Unis imposent des sanctions technologiques de grande ampleur à la Chine et coupent la Russie de l'infrastructure monétaire du dollar. Donc même sans maîtriser les contradictions du capitalisme qui expliquent ces actes hostiles, on peut aisément constater à travers cette petite liste non-exhaustive que des complices ne se traiteraient pas de cette façon. Il n'y donc pas de complicité.

Cette précision permet d'enchaîner sur la question des impérialismes secondaires – secondaires dans la mesure où, en termes de

puissance, les États-Unis restent aujourd'hui un impérialisme hors pair. Ce fait doit être le point de départ de toute analyse de la situation mondiale. Ensuite, étant donné que l'impérialisme – au-delà de représenter une dynamique abstraite et générale – constitue une pratique visant à externaliser les contradictions du capitalisme d'un pays donné, tout pays capitaliste est un pays impérialiste en puissance. Or, seulement une petite poignée de pays dispose effectivement des moyens pour faire payer les tensions de leur capitalisme à d'autres pays. Voilà comment identifier les puissances impérialistes. On peut par exemple penser à la France, le Royaume-Uni, la Chine et la Russie. Et avec sa remilitarisation massive l'Allemagne rejoint à nouveau ce club très exclusif.

Est-ce que le retour de Trump au pouvoir, avec sa politique belliciste et interventionniste, redéfinit le concept et la nature de l'impérialisme des États-Unis ?

Trump doit d'abord être inscrit dans la longue histoire de l'impérialisme étasunien. Il fait face aux mêmes contradictions que ses prédécesseurs et poursuit largement les mêmes politiques. Certes, sous le second mandat de Trump les États-Unis ont déjà lâché plus de bombes sur d'autres pays que pendant le mandat de Joe Biden, ➔

mais ce dernier a plus bombardé que le premier Trump. On assiste donc à une continuité radicalisante. Néanmoins, il faut bien reconnaître à Trump sa part de singularité. Il est plus agressif que ses prédécesseurs mais ce n'est pas tant une question d'individu, voire de pathologie à la « *Trump est fou* », c'est avant tout le résultat de l'intensification des contradictions de l'accumulation du capital aux États-Unis.

Cette intensification se matérialise à travers une double contradiction. Elle existait déjà sous Biden, mais plus elle reste irrésolue plus elle demande des mesures drastiques. Premièrement, les politiques économiques impulsées par Donald Trump ont fortement exacerbé les inégalités et mis sur le devant du débat politique la crise du pouvoir d'achat, qui se posait déjà sous Biden et a finalement causé la perte de Kamala Harris aux dernières élections présidentielles.

Le problème est aujourd'hui d'autant plus problématique pour les travailleur·ses étasuniens·nes que leurs salaires réels sont toujours inférieurs au niveau de janvier 2021. Le problème du coût de la vie accélère la baisse de popularité de Trump et l'élection de Zoran Mamdani à la mairie de New York est le premier signe du caractère politiquement explosif de cette première contradiction.

La seconde contradiction à laquelle fait face l'administration Trump concerne la mondialisation. L'impulsion de la mondialisation par les États-Unis a permis d'inverser la baisse du taux de profit des entreprises américaines des années 1960 et 1970. Or, aujourd'hui la mondialisation est de moins en moins rentable pour le capital étasunien, et ce notamment en raison de la montée en gamme technologique du capital chinois. Du point de vue des États-Unis, la mondialisation paraît alors de moins en moins fonctionnelle.

Pour dépasser cette double contradiction Trump mise sur l'agression impérialiste. Les bombardements de Caracas et l'enlèvement de Nicolas Maduro, suivis d'une réorganisation en profondeur de la politique économique du Venezuela autour de Delcy Rodríguez en faveur du capital étranger, devaient permettre de dépasser la double contradiction. Tel était la stratégie trumpiste. En accédant aux riches ressources pétrolières du pays, une hausse notable de l'offre de pétrole devait se produire à court terme.

Pour les consommateur·ices étasuniens·nes ce mécanisme devait se traduire de façon immédiatement visible par la baisse des prix à la pompe. Faute de hausse des salaires, la baisse d'une dépense contrainte pour des dizaines de millions d'étasuniens·nes devait dissiper la question de la vie chère – du moins jusqu'aux élections de mi-mandat en automne. Pour le capital étasunien, l'agression du Venezuela ne promettait rien de moins que l'accès aux plus grandes réserves pétrolières mondiales et un affaiblissement de la Chine. Forts du succès intégral au Venezuela, les États-Unis reproduisent la même approche envers l'Iran. Or, la stabilité politique et militaire de ce dernier avait été sous-estimée, au point de produire une guerre aux répercussions mondiales et qui se traduit en une attaque contre le pouvoir d'achat des travailleur·ses du monde entier

Penses-tu que l'impérialisme des États-Unis est en déclin ? Si oui, quels en sont les symptômes ?

L'affaiblissement des États-Unis est manifeste. Dans mon ouvrage *Chine/États-Unis* j'avais esquissé l'idée d'un piège de l'hégémonie, qui correspond à une situation où l'hégémon, fragilisé, modifie le dosage auparavant soigneusement équilibré entre le consentement et la coercition, en faveur de la seconde.

La militarisation des pratiques internationales rassure l'hégémon puisqu'elle produit des effets immédiats (elle impressionne les autres) qui, de plus, sont intégralement à la discrétion de la puissance qui la met en œuvre. Par contraste, réinvestir les relations avec des gouvernements et populations étrangers par une offensive de charme peut s'avérer fastidieux, et prend à coup sûr beaucoup plus de temps – de nombreux efforts donc, sans garantie de résultat. La surenchère militaire américaine est justement le reflet de ce piège. Alors que les États-Unis peinent de plus en plus à susciter l'adhésion spontanée du reste du monde à leur supervision globale, ils pratiquent une véritable fuite en avant.

Avec Trump, la baisse de la popularité des États-Unis dans le monde, qui était déjà en cours, s'est accélérée. De plus, sa démarche de prédation ouverte (menaces, traités commerciaux inégaux, investissements forcés...) indique qu'il se soucie peu de la réputation de son pays. Difficile, dans ces conditions de prétendre incarner un

ordre mondial désirable au sein duquel les pays subordonnés ont des perspectives de stabilité et de développement. En 2025 cette démarche avait conduit à une série de bombardements en Iran, au Yémen, en Somalie, en Colombie, en République dominicaine, au Mexique et au Nigeria, mais un seuil a été franchi avec l'enlèvement de Nicolás Maduro. L'hégémonie américaine s'est métamorphosée en domination américaine.

Pourquoi distinguer, en suivant Gramsci, entre domination et hégémonie ? Du point de vue opérationnel, la démarche de domination est un signe de faiblesse mais ne signale pas un déclin imminent des États-Unis. Elle montre que la superpuissance américaine devient plus fragile. Une domination mondiale américaine peut durer tant qu'elle n'est pas contestée, mais le jour où elle l'est, elle s'effondre rapidement. Par contraste, une hégémonie mondiale, précisément parce qu'elle est solidement ancrée dans les gouvernements et sociétés civiles du monde, est immunisée contre le risque d'effondrement abrupt. Avant cet effondrement, le monde risque de s'enfoncer dans une intensification des conflits violents et les États-Unis s'y préparent clairement.

À l'heure actuelle, les États-Unis représentent à eux seuls 37 % des dépenses militaires mondiales. Trump a annoncé une hausse gigantesque de 50 % qu'il peut rapidement déployer dans le monde entier grâce à un réseau dense de bases militaires. À cet égard, il convient de préciser que la guerre contre l'Iran mobilise une quantité de forces américaines nettement inférieure à d'autres opérations dans la région. Les États-Unis ont donc encore une marge d'escalade significative. En complément, Trump a obtenu une explosion des dépenses militaires de ses alliés en Europe. Multiplicateurs de la force américaine, ces derniers, en s'empressant d'attribuer à l'Iran la responsabilité première de la guerre, accréditent le discours trumpiste selon lequel les européens seraient des passagers clandestins de la protection militaire américaine. Cela crédibilise des aventures impérialistes futures en soutien aux États-Unis. Ainsi, malgré l'échec de la guerre en Iran, les agressions impérialistes apparaissent de plus en plus attractives.

Pour une partie de la gauche internationale, le seul impérialisme est celui des États-Unis. Elle considère que la Chine et la Russie, en

tant qu'ennemies des États-Unis, ainsi que des gouvernements dits « progressistes » comme ceux du Venezuela ou du Nicaragua, sont des alliés qu'il ne faut pas critiquer. Qu'en penses-tu ?

Dans la mesure où l'impérialisme est une excroissance du capitalisme, aucun pays capitaliste ne peut être considéré comme anti-impérialiste par nature. Dans les cas de la Chine et de la Russie, on peut par ailleurs aisément retracer comment leurs gouvernements cherchent à externaliser les contradictions de leur capitalisme domestique en s'engageant dans ces actions coercitives internationales.

Ainsi, on peut détecter et dénoncer un impérialisme. Quant aux pays périphériques évoqués, j'indiquerais simplement que l'opposition aux États-Unis n'est pas un marqueur de progressisme, mais il faut également être attentif au fait que cette opposition peut souvent contribuer à expliquer pourquoi ces pays n'arrivent pas à mettre en place un vrai progressisme dans la durée. C'est, en l'occurrence, l'un des grands enseignements de la théorie de la dépendance.

En complément, la question des ordres de grandeur me semble cruciale. Le pouvoir de nuisance des États-Unis est incomparablement supérieur à celui de tous les autres impérialismes. Cette observation entre en résonance avec une idée que Rosa Luxemburg émet dans sa critique de *L'armée nouvelle* de Jean Jaurès. Elle y souligne que la première tâche de l'anti-impérialisme consiste à faire barrage à la puissance matérielle du développement du capitalisme mondial. Dans la mesure où les États-Unis supervisent la mondialisation, une critique particulière doit être formulée à l'égard de cet impérialisme.

À l'heure actuelle où l'agression impérialiste contre l'Iran produit une crise de l'inflation dans le monde entier et prépare une crise agricole, la situation me semble particulièrement propice à souligner que l'impérialisme coûte cher aux travailleur·ses. La vie chère causée par les États-Unis et soutenue par leurs alliés en Europe et ailleurs peut être un levier de massification anti-guerre, qui parle directement aux populations. Dans la mesure où l'impérialisme se répercute immédiatement de façon négative sur le portefeuille des populations du monde entier, il y a là une opportunité unique et concrète de mobilisation.

Propos recueillis par Juan Tortosa

G7: LES ARCHITECTES DE LA PRÉDATION DES RESSOURCES

L'urgence de la crise écologique se fait sentir et appelle une grande bifurcation, mais la prétention à la protection de l'environnement est déjà sacrifiée par le G7. Il se réunira comme un club de gestion pour organiser l'accaparement des ressources du monde. Et sur l'autre rive du lac Léman, derrière sa « neutralité », la Suisse bénéficie et organise elle aussi cette économie écocidaire.

La France, hôte du G7, annonce que les pays participants vont « renforcer la coopération en faveur de la transition écologique ». Cette prétention avait déjà été vidée de sa substance en avril 2026, lors de la réunion des ministres de l'Environnement du G7 à Paris. Des discussions sur la préservation des océans ou la sécurisation de l'eau douce se trouvaient bien à l'agenda, mais la France a assumé avoir omis la question climatique afin de ne pas « brusquer » les États-Unis. Cette autocensure diplomatique, c'est le choix de la politique de l'autruche. C'est la confirmation que l'écologie est une variable d'ajustement, tant qu'on ne touche pas à la racine du problème : le capitalisme. Ironie amère onze ans après l'Accord de Paris et à quelques jours d'un record historique de températures pour le mois de mai.

Monopoly de la prédation des ressources

Ce déni trouve une nouvelle concrétisation dans l'agenda du sommet d'Évian de juin 2026. En parallèle des déclarations de principe, le G7 impulse un dialogue inédit avec les banques multilatérales de développement pour la « valorisation des ressources naturelles ». Sous ce langage technocratique, se cache la relance d'un extractivisme néocolonial. Objectif assumé : sécuriser l'accès aux minerais critiques nécessaires à la transition énergétique, en créant des partenariats avec une dizaine de pays du Sud détenteurs de ces ressources.

Or, cette question révèle les fractures internes du G7 liées aux différents intérêts des puissances impériales. Ces ressources sont devenues un enjeu central dans la course aux technologies. En particulier pour l'IA, dont le développement repose sur des infrastructures voraces en minerais. Cette dyna-

mique s'inscrit aussi dans la rivalité croissante avec la Chine ; les États-Unis cherchant à rallier les membres du G7 à une stratégie de sécurisation des approvisionnements en minerais critiques et de réduction de leur dépendance à l'égard de Pékin. À l'image des divisions apparues autour des positions étatsuniennes concernant l'Iran et le détroit d'Ormuz, les intérêts des puissances du G7 ne sont pas toujours alignés.

Ainsi, le G7 ne gère pas la crise écologique ; il organise sa géographie. Il externalise les coûts environnementaux vers les populations les plus précaires, celles qui sont les plus exposées aux conséquences du dérèglement climatique tout en étant les moins responsables des émissions historiques.

Impérialisme discret de la Suisse

Sans être membre du G7, la Suisse est un maillon essentiel de ce

système. Hub mondial du négoce de matières premières, avec des géants comme Trafigura, Vitol ou Glencore basés à Genève, Lausanne, Zoug, Lugano, elle tire d'immenses profits de cette circulation des ressources. La place financière helvétique fournit les capitaux et le cadre financier qui permettent à l'extractivisme mondial de prospérer. Le gouvernement fédéral, quant à lui, s'aligne sur les positions du G7 pour défendre les intérêts de ce secteur, comme en témoigne son opposition à diverses initiatives très modérées visant à renforcer la responsabilité des multinationales.

Par ailleurs, le canton de Genève à lui seul peut s'attendre à un excédent budgétaire de plusieurs centaines de millions cette année à la suite du renchérissement des matières premières dû à la fermeture du détroit d'Ormuz. Trafigura a vu son bénéfice semestriel monter à

4,1 milliards de dollars à la suite des tensions en Iran. La rareté des matières premières, induite par la fermeture des passages commerciaux, a fait flamber leur cours et l'entreprise genevoise peut les revendre au prix fort. Ce n'est pourtant pas un cas isolé : en 2022, un bénéfice similaire a pu être observé, cette fois lié à la guerre en Ukraine. Là encore, le canton de Genève a pu profiter de ce macabre excédent. En outre, des études récentes, notamment celles de Public Eye, soulignent que les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités de ces négociants basés en Suisse sont cent fois supérieures à celles du reste du pays. Un autre point qui dénote l'hypocrisie des déclarations du G7.

Solidarité entre les peuples contre le G7

Face à cette dynamique, des contre-pouvoirs émergent. Par exemple, le collectif Stop Pillage se mobilise chaque année contre le Financial Times Commodities Global Summit à Lausanne. Il propose un internationalisme par le bas, reliant les luttes des communautés affectées par l'extraction aux citoyennes des pays consommateurs. Là où le G7 tente de verrouiller l'accès aux ressources par des accords interétatiques, ces mouvements soulignent que la justice sociale et la justice environnementale sont indissociables. Ils rappellent que la sortie du « capitalocène » ne viendra pas des sommets fermés d'Évian, mais de la remise en cause des modèles socio-économiques en place, dont le droit de piller la planète et les pays du Sud global au profit du Nord impérial.

Oxana Lilou GTéco de solidaritéS Vaud ■

Manifestation contre le Commodities Global Summit, Lausanne, 19 avril 2026



FÉMINISME ANTI-IMPÉRIALISTE ET ANTI- IMPÉRIALISME FÉMINISTE

Ce 14 juin, les collectifs de la Grève féministe romands se joindront à la manifestation du 14 juin contre le sommet du G7 à Genève, au côté d'une large coalition de collectifs, d'organisations politiques et syndicales mobilisés au nom de la lutte contre le fascisme, l'impérialisme et le capitalisme et pour la solidarité entre les peuples.

Cette démarche apparaît d'autant plus nécessaire dans une période où, après la mainstreamisation et l'ONGisation d'un certain nombre de combats féministes au tournant du 21^e siècle, les mouvements féministes situés dans les pays des centres d'accumulation capitalistes doivent aujourd'hui faire face à une double dynamique. D'une part, la monopolisation et le détournement de certaines de leurs luttes – notamment celle sur les violences de genre – à des fins racistes et réactionnaires. D'autre part, la montée en puissance des argumentaires masculinistes et antiféministes, sur fond d'un renforcement des tendances autoritaires dans des contextes aussi divers que la France, les États-Unis, la Turquie, l'Iran, l'Argentine ou encore la Russie, pour n'en citer que quelques-uns.

Ces enjeux ne sont pas extérieurs aux collectifs féministes, ni aux organisations de la gauche plurielle se revendiquant du féminisme. Ils les traversent et font l'objet de débats idéologiques et stratégiques sur ce que lutter en féministe signifie.

C'est dans ce contexte précis que nous devons nous atteler à la construction d'un féminisme anti-impérialiste qui ne se résout pas à une solidarité de principe avec les femmes et minorités de

genre partout dans le monde. Un féminisme qui repose sur une analyse de la manière dont les logiques capitalistes, impérialistes et patriarcales se nourrissent et se renforcent les unes les autres, dans un processus caractérisé par le terme de consubstantialité. Un féminisme qui cherche à mettre à jour ce que l'impérialisme produit dans les rapports sociaux de genre et comment ceux-ci servent à, et sont reproduits par son expansion ; l'ensemble constituant l'une des conditions de perpétuation du système capitaliste.

Violences impérialistes contre la reproduction sociale

En plus de l'usage systématique des violences sexuelles comme arme de guerre, la logique impérialiste passe par le démantèlement des moyens de la reproduction sociale.

Le génocide en cours à Gaza en est l'un des exemples les plus criants. Les forces d'occupation israéliennes sont responsables d'une destruction massive et systématique d'hôpitaux, d'écoles, d'universités, d'espaces de fabrication et de distribution d'eau et de nourriture, associée au massacre de dizaines de milliers travailleuses du soin. Ces violences touchent en premières lignes les femmes, au centre du travail reproductif ré-

munéré et non-rémunéré et dont les activités deviennent de plus en plus dangereuses et difficiles à réaliser. En résulte une annihilation progressive des conditions de reproduction de la vie, participant à la stratégie d'anéantissement du peuple palestinien.

L'extraction des matières premières, une des formes privilégiées de l'impérialisme suisse, repose sur des dynamiques similaires. D'une part, par la destruction violente des espaces de vie et de solidarité des populations locales. D'autre part, par l'exonération fiscale des entreprises exploitant les ressources naturelles, qui assèche les comptes des États concernés, soumis à des plans austéritaires imposés par le FMI, avec en conséquence la disparition progressive de toutes formes de services publics, ou l'impossibilité même de leur développement. Là aussi, la destruction des possibilités de reproduction sociale se dessine comme une stratégie privilégiée de l'impérialisme dans sa forme expansionniste et économique.

Les violences sexistes et sexuelles (VSS) comme outil d'exploitation

Le capitalisme dans sa forme impérialiste repose sur l'externalisation d'une partie de la production dans les pays de la périphérie. Ces

espaces de production sont caractérisés par une main d'œuvre féminisée, parfois migrante. Par exemple dans des zones franches à la frontière entre le Mexique et les USA, des ouvrières textiles sont embauchées pour de la fabrication de vêtements au sein de *maquiladoras* dans des conditions très précaires.

Les enquêtes menées sur place ont mis en lumière comment l'usage quotidien et structurel des VSS, notamment des féminicides, génère un état de guerre de basse intensité permanent contre les travailleuses et leurs proches. Dans ce contexte, lutter pour son émancipation et ses conditions de travail devient presque impossible, car toute son énergie est consacrée à s'organiser pour se protéger soi-même, les autres et à faire justice. L'usage des violences sexistes et sexuelles constitue donc un outil de terreur et de coercition privilégié du capitalisme et de l'impérialisme dans l'exploitation des travailleuses sexisées et migrantes.

Renforcement d'un régime de genre radicalisé à des fins impérialistes

La famille nucléaire et l'essentialisation des normes de genre ont toujours été un mécanisme privilégié de la bourgeoisie pour discipliner les classes populaires et assurer la reproduction de la force de travail.

Dans le contexte actuel de montée des impérialismes et du renforcement des logiques guerrières au sein des États, notamment européens, on voit apparaître un recours grandissant aux discours natalistes. Ceux-ci ne s'inscrivent pas dans un simple retour en arrière idéologique. Il s'agit d'une réponse structurelle aux besoins du capitalisme en crise, dont la phase libérale semble à bout de souffle : l'injonction au « réarmement démographique » et à la défense d'une supposée identité/civilisation occidentale participent à produire une réassignation des femmes à la reproduction de la force de travail et une assignation des hommes aux projets militaristes des États impérialistes. En résulte une radicalisation des rôles de genre, qui vise aussi à désactiver les mouvements féministes et queers dans leur projet de déstabilisation des institutions de l'État et du patriarcat.

Ces différentes dimensions illustrent bien l'imbrication étroite de l'impérialisme, du patriarcat et du capitalisme dans la perpétua-



tion d'un système qui semble prêt à se dévorer lui-même – pour reprendre une image formulée par Nancy Fraser selon laquelle *le capitalisme serait un cannibalisme* – mais qui trouve encore et toujours des moyens de se régénérer et de se reproduire. Elles appellent également une réflexion sur les propositions et revendications concrètes à porter au nom d'un féminisme anti-impérialiste ici en Suisse.

Quelles revendications féministes anti-impérialistes pour le 14 juin 2026 ?

Ces revendications doivent évidemment porter sur une opposition ferme à la remilitarisation des sociétés, caractérisée en Suisse comme dans d'autres contextes par une augmentation des budgets alloués à l'armée et par un discours de propagande sur la nécessité de ce réarmement et sa dimension presque inévitable. Une opposition qui se couple à l'exigence que ces investissements budgétaires soient redirigés vers le secteur public de la reproduction sociale.

Elles doivent également se concentrer sur la question de la gestion mortifère des parcours de migration par l'ensemble des pays qui sont à l'initiative de et bénéficient des logiques impérialistes. Il s'agit de mettre en lumière les effets spécifiquement genrés de cette

gestion, notamment le renforcement d'une dette du care des pays des centres d'accumulation vis-à-vis des pays des « périphéries ».

Dans un contexte de globalisation et de division raciale et sexuée du travail, de plus en plus de femmes sont amenées à quitter des pays ravagés par l'impérialisme guerrier ou économique, dans lesquels les conditions de reproduction de la vie sont rendues impossibles. Elles viennent alors grossir les rangs d'une armée de réserve pour l'accomplissement du travail de reproduction sociale des pays des Nords, parfois via des plateformes ou des contrats de saisonnières. Elles permettent aux autres femmes qui ont recours à leur service de mettre leur force de travail à disposition du secteur productif. Concrètement, en Suisse, ces femmes sont employées dans des secteurs comme celui de l'économie domestique, dans une extrême précarité, à la limite ou aux marges de la légalité, dans un isolement presque total.

Leur statut de séjour participe largement à cette précarisation. Nous devons nous mobiliser pour la régularisation de toutes les personnes sans papiers et pour la défense des droits des travailleuses étrangères. Cela passe par exemple par une revalorisation et un meilleur encadrement du sec-

teur de l'économie domestique, notamment via son intégration à la loi sur le travail dont il est pour l'heure exclu.

Ces femmes laissent par ailleurs derrière elles des familles et des enfants auprès desquelles elles ne peuvent plus assurer des tâches de soin et de maintien de la vie. Il faut donc revendiquer le regroupement familial complet et inconditionnel et la liberté de circulation et d'installation pour toutes.

Sur un autre versant, il faut réaffirmer que ceux qui portent des discours racistes et alarmistes sur la « question migratoire » sont généralement les mêmes qui cherchent à cadrer les débats publics sur la question des VSS dans des termes attribuant les causes du problème à des supposées spécificités culturelles ou ethniques, et proposent des solutions à ces violences sous l'angle sécuritaire et d'une criminalisation accrue de certaines catégories de population, les hommes racisés et précaires en particulier.

En plus de leurs effets très concrets sur les existences de ces hommes, ces discours servent d'épouvantail et empêchent la diffusion d'une analyse de ces violences qui les replace dans leur fonction matérielle première, mentionnée ci-dessus. En Suisse comme ailleurs, les violences de

genre sont un outil de disciplinarisation des corps et des existences des femmes et des minorités de genre. Ce qui rend vulnérable face à ces violences, ce n'est pas l'appartenance à une certaine « communauté ethnique » ou religieuse, mais bien une condition commune de vulnérabilité économique et matérielle. Il faut donc s'opposer à toute tentative d'analyse qui particularise tel ou tel type de violence de genre et travailler à développer des revendications qui permettent au contraire d'adresser leur origine commune et leur présence continue dans toutes les sphères d'existence des femmes et minorités de genre, ici comme ailleurs.

Finalement, construire et défendre un féminisme anti-impérialiste implique d'écouter et de relayer la parole et les revendications de nos camarades féministes et queer qui luttent dans des espaces traversés par des logiques et des conflits impérialistes. Prendre au sérieux et soutenir leur droit à l'auto-détermination, et considérer leur point de vue situé non pas comme l'avatar d'une forme d'identity politics occidentalisée mais comme un outil politique qui les amène à développer des stratégies de résistance propres et à éclairer notre lutte partout dans le monde.

Garaa Digital nomade

TOUTES LES CRITIQUES DU CAPITALISME NE SE VALENT PAS

Imprononçable dans le débat public occidental depuis les années 1980, le mot « capitalisme » a fait son retour dans le vocabulaire des gauches radicales depuis deux petites décennies. La résurgence de slogans explicitement anticapitalistes repose toutefois sur des définitions floues, dont la clarification peut rouvrir des perspectives stratégiques pour le camp se revendiquant d'un anticapitalisme socialiste.

Les inégalités sociales exposent, le mouvement féministe subit un violent backlash, le ravage écologique s'aggrave et l'extrême-droite est aux portes du pouvoir dans les principales puissances occidentales. Ces différents problèmes ont une seule et même source : le capitalisme. L'emploi du terme avait été largement marginalisé par le tournant néolibéral et la chute de l'URSS. Son retour au sein de la gauche repose toutefois sur un certain nombre de confusions concernant ce que le capitalisme recouvre vraiment. Celles-ci ne sont pas sans conséquences, puisqu'elles façonnent des objectifs et stratégies politiques qui ne permettront pas de sortir du capitalisme.

Capitalisme ≠ ultra-riches

L'une des conceptions les plus répandues du capitalisme au sein de la gauche l'assimile au pouvoir des ultra-riches. L'explosion des inégalités patrimoniales, les rémunérations extravagantes des dirigeants de grandes entreprises ou l'influence politique de milliardaires réactionnaires semblent offrir un visage concret à un système économique souvent jugé abstrait. Dans cette perspective, le capitalisme apparaît avant tout comme la domination d'une petite mais puissante oligarchie qui s'accapare l'essentiel des richesses du monde.

Cette critique repose sur des phénomènes bien réels : depuis plusieurs décennies, la concentration du patrimoine s'accélère dans la plupart des économies développées, tandis que les grandes fortunes disposent d'une capacité croissante à orienter les choix politiques, à contrôler des secteurs entiers de l'économie et à influencer le débat public dont elles possèdent une part croissante des médias privés. La dénonciation des ultra-riches semble ainsi constituer un point d'appui légitime pour le discours critique des mouvements sociaux et les forces de gauche.

Les réponses politiques qui découlent d'un tel cadrage revendiquent essentiellement de « taxer les riches » et de mieux redistribuer les richesses dans la société. Le problème avec les ultra-riches résiderait ainsi dans le caractère démesuré de leur fortune, qu'il faudrait corriger avec une fiscalité plus contraignante. En d'autres termes, cette critique fait des ultra-riches le problème principal du capitalisme, alors qu'ils en constituent avant tout le produit. Elle dénonce la concentration des richesses sans interroger pleinement les rapports sociaux qui la rendent possible et la reproduisent

Le capitalisme n'est pas qu'un « système »

Une seconde manière courante de définir le capitalisme consiste à le désigner comme un « système »

économique. Il correspondrait ainsi à un ensemble d'institutions et de mécanismes économiques qui imposeraient leur logique à l'ensemble de la société. Les crises économiques, sociales et écologiques seraient ainsi les conséquences d'un « système » devenu autonome, dont personne ne maîtriserait véritablement le fonctionnement.

Le problème des critiques « systémiques » du capitalisme réside dans leur focalisation sur une échelle abstraite qui ne permet plus de désigner de responsables. Le « système » semble exister par lui-même, comme une machine impersonnelle dont les individus ne seraient que les rouages inconscients.

Parler d'un « système » permet ainsi de désigner un ensemble de dysfonctionnements structurels, mais beaucoup moins d'identifier les rapports sociaux qui les produisent et les reproduisent.

La critique des ultra-riches comme celle du « système » capitaliste sont des formes tronquées d'anticapitalisme : la première personnalise les mécanismes de domination, tandis que la seconde les abstrait à l'excès. C'est là que la théorie marxiste révèle toute sa force politique : elle permet de relier une réalité systémique à des rapports sociaux concrets, qui opposent des classes aux intérêts antagonistes.

Profit et exploitation

Dans les sociétés contemporaines, une écrasante majorité de la population ne possède pas de moyens concrets pour subvenir à ses besoins – se nourrir, se loger, se déplacer et se soigner, mais aussi apprendre, se cultiver et profiter de son temps libre de manière générale. Pour accéder à l'ensemble de ces biens et services, elle dépend donc du marché : dépossédés de tout moyen de subsistance, les individus doivent acheter des marchandises pour reproduire leur existence au quotidien.

Dans la théorie marxiste, le groupe social qui résulte de cette dépendance généralisée au marché est appelé le prolétariat. Celui-ci ne se définit pas d'abord par son niveau de revenu, mais par sa position dans les rapports sociaux : pour vivre, les prolétaires sont contraints de vendre leur force de travail en échange d'un salaire – ainsi, la force de travail elle-même est une marchandise.

Au premier abord, le salaire peut apparaître comme un échange équitable : les travailleurs fournissent un travail et reçoivent un salaire en retour. Ce semblant d'équité masque toutefois le fondement du capitalisme. En effet, la force de travail permet de produire davantage de valeur que celle nécessaire à sa propre reproduction. Au cours de sa jour-



née de travail, le salarié crée donc plus de richesses qu'il n'en reçoit sous forme de salaire. Cet écart est approprié par l'employeur sous la forme du profit. La recherche permanente et l'accumulation de ce profit constituent le moteur fondamental de l'économie capitaliste.

C'est ce rapport social que Marx désigne par le terme d'exploitation. Celui-ci n'est pas une catégorie morale : l'exploitation ne renvoie pas à des abus exceptionnels ou à des conditions de travail particulièrement pénibles, mais au fonctionnement ordinaire du capitalisme. En bref, ce dernier constitue un mode de production spécifique, fondé sur l'exploitation du travail salarié en vue de l'accumulation du capital.

Le capitalisme : mode de production ou type de société ?

La définition économique du capitalisme proposée ci-dessus peut sembler très abstraite : elle permet de distinguer la classe capitaliste de la classe travailleuse, mais elle n'intègre pas nombre d'autres enjeux contemporains – portés par les luttes antiracistes, féministes et écologistes notamment. Pourtant, cette difficulté tient moins à une faiblesse de l'analyse marxiste qu'à une confusion fréquente entre deux manières de comprendre le capitalisme – différentes, mais imbriquées l'une à l'autre.

Dans un premier sens, le capitalisme désigne un mode de production spécifique, fondé sur l'exploitation du travail salarié et l'accumulation du capital. Cette définition est indispensable, puisqu'elle permet d'identifier le rapport social fondamental qui structure l'économie capitaliste : l'opposition entre capitalistes et prolétaires, dans laquelle les premiers exploitent la force de travail des seconds pour en tirer profit. Toutefois, le capitalisme ne se réduit pas à cette seule dimension économique.

En effet, l'impératif d'accumulation du capital déborde largement la sphère productive. Si la valeur est extraite dans la production, elle n'est « réalisée » (c'est-à-dire engrangée par les capitalistes) qu'en circulant au sein de la société, dont les acteurs achètent les fruits de la production. Ainsi, la marchandisation généralisée qui le caractérise façonne les institutions, les territoires, les représentations culturelles et même les formes les plus intimes de relations sociales.

Lorsque la domination du capital s'exerce ainsi sur l'ensemble des activités sociales, le capitalisme apparaît alors non seulement comme un mode de production, mais aussi comme un type de société. Les rapports de classe demeurent constitutifs de cette totalité sociale, mais celle-ci repose également sur d'autres

rapports sociaux, notamment de race et de genre, qui sont tout autant nécessaires à la reproduction de l'ordre capitaliste.

Deux écueils symétriques doivent être évités. L'un consiste à réduire le capitalisme aux seuls rapports de classe, comme si les questions de genre, de race ou d'écologie lui étaient extérieures. L'autre consiste à dissoudre les rapports de classe dans une domination abstraite du « système », au risque de perdre de vue les mécanismes concrets de l'exploitation. Le défi politique pour le camp socialiste au 21^e siècle consiste au contraire à penser ensemble la centralité de l'exploitation (le capitalisme comme mode de production) et la manière dont la logique du capital domine l'ensemble des rapports sociaux (le capitalisme comme type de société).

Mettre la reproduction au centre

Si le capitalisme est une société dans laquelle l'impératif productif exigé par le capital domine le reste des activités humaines, alors une société libérée du capitalisme placerait sa propre reproduction au cœur de son fonctionnement. Tel est donc l'horizon d'une société socialiste : son moteur consisterait à prendre soin des êtres humains, à préserver les écosystèmes et à garantir les conditions

matérielles d'une vie digne pour tous, de manière consciente et collective.

Si la mise en œuvre concrète d'un tel projet de société n'est pas complètement à l'ordre du jour, il faut tout de même se donner les moyens de penser les conditions de sa réalisation. Une critique émancipatrice du capitalisme ne consiste pas seulement à dénoncer les injustices du présent, mais à identifier les forces sociales capables de faire émerger une autre organisation de la société.

Les formes d'anticapitalisme qui se limitent à la dénonciation des ultra-riches ou d'un « système » abstrait peinent à répondre à cette question stratégique, faute d'identifier les rapports sociaux qui structurent le capitalisme et assurent sa reproduction. Le camp socialiste ne peut effectivement se contenter d'opposer un idéal de société à un ordre social réellement existant.

Nous devons construire les organisations, les institutions et les rapports de force susceptibles de transformer les rapports sociaux eux-mêmes. La question centrale n'est donc pas seulement ce qu'il faudrait produire ou redistribuer, mais quelles formes d'organisation collective permettraient de soumettre la production aux exigences de la reproduction sociale et écologique.

Antoine Dubiau

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal **solidarités** - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidarités

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste **solidarités**, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

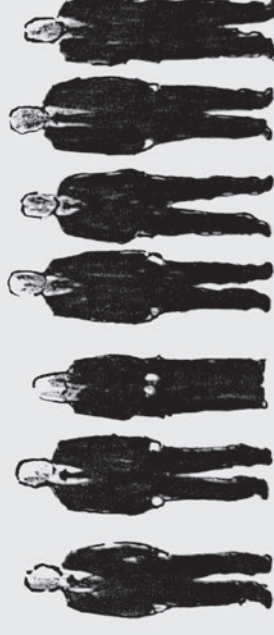
Abonnements

SOUTENEZ- NOUS, ABONNEZ- VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40



Sommaire

3

National
Contre le G8, le contre-sommet de l'espoir

4-5

Histoire
Que reste-t-il de l'altermondialisme ?

6-7

Extrême droite
L'Internationale des nationalistes

8-10

International
L'imperialisme de notre temps

11

Écologie
G7: les architectes de la prédation des ressources

12-13

Féminisme
Féminisme anti-imperialiste et anti-imperialisme féministe

14-15

Formation
Toutes les critiques du capitalisme ne se valent pas